

EXERCICE CLOS LE 31 JUILLET 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

**ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ETABLISSEMENTS
SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS
A.G.E.S.CA.L.
Collège et Lycée privés **SAINTE URSULE**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901**

**5, Place du Petit Champ de Foire
LUCON (Vendée)**

**ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ÉTABLISSEMENTS
SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS
-A.G.E.S.C.A.L.
Collège et Lycée privés SAINTE URSULE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
5, Place du Petit Champ de Foire
LUCON (Vendée)**

Exercice clos le 31 juillet 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux membres de l'Association A.G.E.S.C.A.L.,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre **ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS – A.G.E.S.C.A.L. – Collège et Lycée privés SAINTE URSULE** relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} août 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes notamment assurés de la prise en compte et de l'utilisation des subventions d'investissement notifiées au titre de l'exercice, ainsi que de leur correcte comptabilisation.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

A.G.E.S.Ca.L.
Collège et Lycée privés
SAINTE URSULE

Exercice clos le 31 juillet 2024

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 10 décembre 2024
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU
ROMAIN GRIMAUD

A.G.E.S.Ca.L.
Collège et Lycée privés
SAINTE URSULE

Exercice clos le 31 juillet 2024

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

COMPTES ANNUELS



A.G.E.S.C.A.L. STE-URSULE

5 Place du petit champ de foire

B.P. 329

85403 LUÇON

BILAN AU 31 JUILLET 2024

		EXERCICE N-1		EXERCICE N		EXERCICE N-1	
		NET		NET		NET	
		amort.-provis.		BRUT		amort.-provis.	
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			
				NET			

COMPTE DE RESULTAT DETAILLE AU : 31 JUILLET 2024

poste	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	N-1 2022-2023	N 2023 - 2024	poste	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	N-1 2022-2023	N 2023 - 2024
A1	CHARGES DE PERSONNEL	1 229 972	1 208 272	E1	PARTICIPATION DES FAMILLES	677 199	663 348
A2	INTERIMAIRE	9 960	10 060	E2	DEMI-PENSION / TICKETS REPAS	715 455	758 475
				E	TOTAL Contribution Familles	1 392 654	1 421 823
A	TOTAL COUTS DE PERSONNEL	1 239 932	1 218 332	F1	PARTICIPATIONS ETAT ET COLLECTIVITES	554 409	547 753
B1	CONSOMMATIONS	515 777	603 624	F2	PARTICIPATION REGION	306 063	321 684
B2	CONSOMMATIONS ACT PEDAGOGIQUE	209 660	239 840	F3	PARTICIPATION DEPARTEMENT	415 788	433 975
B3	AUTRES CHARGES EXTERNES	199 701	280 698	F4	PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	62 039	65 016
B4	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	241 634	252 020	F5	PRODUIT ACT PEDAGOGIQUE	209 660	239 840
B5	AUTRES IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	32 673	36 761	F	TOTAL Participation et autres produits	1 547 959	1 608 268
B6	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0	0	G1	PRODUCTION IMMOBILISEE	0	810
B7	CHARGES FINANCIERES	52 610	48 025	G2	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	13 622	21 244
B8	DOTATIONS AUX AMORT. ET PROV. EXCEPTIO	637 896	639 650	G3	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	12 944	11 354
B	TOTAL AUTRES COUTS	1 889 952	2 100 618	G4	PRODUITS FINANCIERS	2 739	20 456
				G5	REPRISE AMORTISS. ET PROVISIONS	14 086	5 093
C	TOTAL CHARGES BRUTES DE FONCT. (A+B)	3 129 884	3 318 950	G6	TRANSFERT DE CHARGES		
	CHARGES EXCEPTIONN. ANTERIEURES ET DIVERS			G7	SUBVENTIONS LIEES AUX INVESTISSEMENTS	148 007	140 105
D1	CHARGES EXCEPTIO. SUR OP GESTION	14 119	269	G	TOTAL Autres produits	191 396	199 062
D2	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	4 660	1 477	H	TOTAL DES PRODUITS DE FONCTION. (E+F+G)	3 132 010	3 229 153
D3	VALEUR COMPTABLE DES ELEMENTS D'ACTIF CEDES	510	800	I1	PRODUITS EXCEPT, ANTERIEURS ET DIVERS	31 812	27 075
D	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	19 288	2 546	I	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	31 812	27 075
	TOTAL DES CHARGES DE L'EXERCICE (C+D)	3 149 172	3 321 496		TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE (H+I)	3 163 821	3 256 228
	RESULTAT	14 649					65 268
	TOTAL CHARGES	3 163 821	3 321 496		TOTAL PRODUITS	3 163 821	3 321 496

ANNEXE

SOMMAIRE

- 1 Informations générales
- 2 Règles et méthodes comptables
- 3 Etat de l'actif immobilisé et des amortissements
- 4 Tableau des fonds associatifs
- 5 Mouvements des subventions et des amortissements
- 6 Tableau des provisions
- 7 Concours publics
- 8 Etat des créances
- 9 Etat des dettes
- 10 Charges à payer - Charges constatées d'avance - Produits à recevoir
- 11 Engagements financiers

INFORMATIONS GENERALES

Désignation de l'association : AGESCAL STE URSULE

Le total du bilan avant répartition est de 8 342 563 €

Le total du compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste est de 3 321 496 €

Ces comptes font apparaître un Résultat négatif de : 65 268 €
pour l'exercice d'une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.08.23 au 31.07.24

L'annexe ci-après fait partie intégrante des comptes annuels établis par la Présidente de l'OGEC.

1 Description de l'activité et des moyens de l'entité

1.1 Objet social

L'association a pour objet, d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion du collège et lycée privé SAINTE URSULE à luçon dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'OGEC est une association d'enseignement privé assurant la gestion
du collège : contrat n°80 du 29/01/69 et avenant n°47 du 16/01/24
du lycée : contrat n°13 du 29/01/69 et avenant n°56 du 15/01/24

Effectifs	2022/2023	1080 Dont Dp	970
	2023/2024	1043 Dont Dp	968

Les activités principales de l'association sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement secondaire : collège Enseignement secondaire : lycée	Restauration scolaire Etude surveillée

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- personnel enseignant mis à disposition par l'Etat
- personnel salarié OGEC au 31/07/24 : 33 dont 3 cdd
- locaux scolaire : Batiment Sainte Ursule APECAV et SCI

REGLES ET METHODES COMPTABLES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

	<u>Durée</u>	<u>Mode d'amortissement</u>
Grosses réparations à amortir	20 - 10 - 5 - 1 ans	Linéaire
Agencements des terrains	10 ans	Linéaire
Constructions	30 - 20 - 15 - 10 ans	Linéaire
Matériel et outillage	15 - 10 - 7 - 5 - 4 - 3 - 1 ans	Linéaire
Mobilier et matériel scolaire	10 - 5 - 4 - 3 - 1 ans	Linéaire
Mobilier et matériel restaurant et hébergement	15 - 10 - 8 - 5 - 3 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Mobilier et matériel de bureau informatique	15 - 5 - 3 - 2 - 1 ans	Linéaire

Participations, autres titres immobilisés, valeur mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints.

Engagements de retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode rétrospective en tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'association, et d'une actualisation financière.

Le montant des droits acquis au 31/07/2024 s'élève à 69 695 €.

Le solde de l'engagement fait l'objet d'une provision pour 11 456 €.

Notes sur le compte de résultat

1) Information sur les cotisations - contributions

Les contributions sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois si l'OGEC peut justifier d'un droit d'égir en recouvrement, généré par un appel, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

2) Information sur les concours publics et les subventions

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint dans l'annexe.

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Désignation	Au début de l'exercice	de l'exercice (en +)	Transfert compte à compte	Cessions (en -)	TOTAL
Immobilisations incorporelles	44 724				44 724
Immobilisations corporelles	15 476 498	124 511	0	31 344	15 569 664
Immobilisations corporelles en cours	3 516				3 516
Immobilisations financières	39 570			1 897	37 673
	15 564 308	124 511	0	33 241	15 655 577

TABEAU DES AMORTISSEMENTS

Désignation	Au début de l'exercice	de l'exercice (en +)	Cessions (en -)	TOTAL
Immobilisations incorporelles et corporelles	8 107 918	609 459	31 344	8 686 034
	8 107 918	609 459	31 344	8 686 034

Tableau des fonds associatifs

	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires	-18 136			-18 136
Subventions investissements sans droit de reprise	0			0
Legs ou donations	44 278	11 729		56 007
TOTAL FONDS SANS DROIT DE REPRISE	26 143	11 729	0	37 872
Subventions investissements avec droit de reprise	0		0	0
TOTAL FONDS AVEC DROIT DE REPRISE	0	0	0	0
Réserves	0			0
Report à nouveau	3 059 331	14 649		3 073 980
Résultat de l'exercice	14 649	-65 268	-14 649	-65 268
Subventions investissements amortissables nettes	850 370	77 363		927 733
TOTAL GENERAL	3 950 493	38 473	-14 649	3 974 316

MOUVEMENTS DES SUBVENTIONS

	Valeur brute des subventions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des subventions à la fin de l'exercice
Subvention Conseil Régional	357 800	57 359		415 159
Subvention Conseil Général	442 295	145 199		587 494
Autres subventions	0			0
Subventions LEPTA	186 125	14 910	26 058	174 977
Subvention DRAC	25 926			25 926
Subvention Conseil Régional avec droit de reprise	898 120			898 120
Subvention Conseil départemental avec droit de reprise	1 077 860			1 077 860
TOTAL GENERAL	2 988 126	217 468	26 058	3 179 536

MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DES SUBVENTIONS

	Montant des amortissements au début de l'exercice	Changement réglementation comptable	Augmentations	Diminutions	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Subvention Conseil Régional	60 129		40 502		100 631
Subvention Conseil Général	67 962		51 637		119 599
Autres subventions	0				0
Subventions LEPTA	118 058		26 393	26 058	118 393
Subvention DRAC	4 127		1 079		5 206
Subvention Conseil Régional avec droit de reprise	874 873		6 975		881 848
Subvention Conseil départemental avec droit de reprise	1 012 606		13 519		1 026 125
TOTAL GENERAL	2 137 755	0	140 105	26 058	2 251 802

MOUVEMENTS DES PROVISIONS

	Montant des provisions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant des provisions à la fin de l'exercice
Indemnité départ à la retraite	58 238	12 615	1 159	69 694
Provision pour Précarité	1 208	11 814	1 208	11 814
Créances clients	4 918	6 562	2 727	8 753
TOTAL GENERAL	64 364	30 991	5 094	90 261

Tableau des fonds associatifs

	Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
731	Aides à l'emploi	3 995	9 375
732	Aides au développement des compétences		
733	Financement par la taxe d'apprentissage des		
734	Financement des formations par apprentissage, divers		
735	Forfaits d'externat		
7351	dont forfait Etat	547 753	554 409
7352	dont forfait Région	321 684	306 063
7353	dont forfait Département	433 975	415 788
7354	dont forfait Communes et groupements de communes		
736	Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
737	Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
738	Autres concours publics		
73	Sous-total concours publics	1 307 407	1 285 635
741	Subventions Etat	0	0
742	Subventions Région		
743	Subventions Département	16 200	
744	Subventions Communes et groupements de communes		
748	Autres subventions d'exploitation		
7483	dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)		
7488	dont autres subventions	1 049	4 246
-749	Report de subventions		
74	Sous-total subventions d'exploitation	17 249	4 246
73+74	Total concours publics et subventions d'exploitation	1 324 656	1 289 881

ÉTAT DES CRÉANCES			
	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2) (3)	37 375		37 375
Autres immobilisations financières	298		298
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	37 673		37 673
Avances et acomptes versés			
Clients	-5 597	-5 597	
Autres créances			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Etat et autres collectivités publiques			
Groupe et associés (2)	31 774	31 774	
Débiteurs divers			
DE L'ACTIF CIRCULANT	26 177	26 177	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	40 075	40 075	
TOTAL GENERAL	103 925	66 252	37 673
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	1 897		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			
(3) Dont prêts participatifs			

ÉTAT DES DETTES					
	Montant brut	A un an ou plus	A plus d'un an et cinq ans ou plus	A plus de cinq ans	Dettes garanties par des sûretés réelles
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 874 854	401 045	1 493 506	1 980 303	
Emprunts et dettes financières divers					
Familiales : avances reçues	91 619	91 619			
Fournisseurs et comptes rattachés					
Personnel et comptes rattachés	80 016	80 016			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur les salaires	2 957	2 957			
Etat et autres collectivités publiques	1 522	1 522			
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	99 218	99 218			
Groupes et associés (2)					
Autres dettes					
TOTAL DETTES	4 150 187	676 378	1 493 506	1 980 303	
Produits constatés d'avance	156 401	156 401			
TOTAL GENERAL	4 306 588	832 779	1 493 506	1 980 303	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice	397 433				
(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés (personnes physiques)					
(3) Emprunts participatifs					

CHARGES A PAYER		
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant déductible	Montant non déductible
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 725	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	96 493	
Dettes fiscales et sociales		
Autres dettes		
TOTAL	99 218	

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
	Charges	Produits
Charges et produits d'exploitation	40 075	156 401
TOTAL	40 075	156 401

PRODUITS A RECEVOIR	
	Montant
Subventions	30 775
Autres créances	999
TOTAL	31 774

ENGAGEMENTS FINANCIERS

ORGANISME PRETEUR	Date d'octroi	Montant initial	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE	
			TOTAL	à plus d'un an à moins d'un an
Société générale - Bâtiment 4è/3è - Garantie APECAV 0,95% - 15 ans	2017	1 700 000	927 964	810 722 117 242
Société générale - Bâtiment 4è/3è - Garantie APECAV 0,85% - 10 ans	2017	600 000	178 693	114 196 64 497
Caisse Epargne - Batiment maintenance + laverie + ate - Garantie APECAV 1,27% - 15 ans	2018	500 000	300 000	266 666 33 334
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,49 % - 17 ans	2019	750 000	712 887	705 702 7 185
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,35 % - 12 ans	2019	500 000	450 295	440 715 9 580
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,03 % - 7 ans	2019	600 000	139 523	51 668 87 855
Caisse épargne - Extension Gymnase et réhabilitation h - Garantie APECAV 1,04 % - 17 ans	2020	1 000 000	817 595	761 630 55 965
Société Générale - Ascenseur Lycée et local poubelles - Garantie APECAV 0,98 % - 15 ans	2022	400 000	347 896	322 506 25 390
TOTAL			3 874 853	3 473 805 401 048



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01

